

Le débat des chefs révèle le mépris des conservateurs pour les femmes

Le soi-disant programme de lutte contre la criminalité augmentera les risques pour les femmes et les enfants

Ottawa, le 13 avril 2011 – Dans un mépris sans précédent du processus démocratique, le gouvernement Harper propose de consolider de multiples projets de loi concernant la criminalité, forçant le Parlement à adopter une loi unique à toute vitesse, sans discussion ni débats réels et sans évaluer ce qu'il en coûtera aux Canadiennes et Canadiens ordinaires. S'il est adopté, ce projet de loi coûtera des dizaines de milliards de dollars aux contribuables, en plus de menacer la sécurité des femmes et des enfants, aux dires de la Coalition spéciale pour l'égalité des femmes et les droits de la personne.

«Lors du premier débat des chefs, Stephen Harper s'est vanté de son plan pour concrétiser son programme de lutte contre le crime, mais il n'a pas dit un seul mot sur les femmes. Il promet de s'en prendre vraiment au crime (*get tough on crime*), mais il abandonne des stratégies éprouvées qui contribuent actuellement à la sécurité des femmes, comme le registre des armes à feu». Ce programme ne fera rien pour les femmes et les enfants qui sont victimisés. «Notre gouvernement devrait investir ces milliards dans des services de garde, des logements abordables, des services sociaux, l'éducation et la santé, mesures qui ont toutes fait leurs preuves dans la prévention de la criminalité et qui profitent à toute la population» ajoute Kim Pate, directrice de l'Association canadienne des sociétés Elizabeth Fry (ACSEF). Incarcérer une femme pendant un an dans une prison fédérale coûte en moyenne 185 000\$. Plus de 80 % des détenues sont incarcérées pour des délits liés à la pauvreté. Plus de 82 % des femmes qui purgent une peine de ressort fédéral au Canada ont déjà subi de la violence ou des agressions sexuelles, 75 % n'ont pas terminé leur cours secondaire, 34 % sont Autochtones et la majorité vivent des problèmes de santé mentale.

«Il serait bien préférable de prendre l'argent versé à cette lutte contre le crime et de s'en servir pour contrer la pauvreté, le manque d'instruction, la violence à l'égard des femmes, les problèmes de santé mentale, le sans-abrisme, les toxicomanies, et pour créer des services permettant aux femmes d'échapper à des situations de violence», explique Leighann Burns de l'Ontario Association of Interval and Transition Houses (OAITH), la plus importante association de maisons d'hébergement au Canada. «Personne n'appuie le crime, mais cet argent des contribuables sera mieux dépensé en prévenant la violence et d'autres crimes et en contrant les facteurs criminogènes qu'en bâtissant des prisons. On a documenté au pays plus de 580 cas de disparitions et d'assassinats de femmes des Premières nations, d'Inuites et de Métisses dans ce pays, mais Mr Harper n'a pas jugé bon d'en piper mot. Les Canadiennes s'attendent à beaucoup plus.»

Le gouvernement conservateur est tombé en raison d'une motion de non-confiance, quand on a appris qu'il avait dissimulé des informations cruciales au sujet des coûts de mise en œuvre de son programme de «lutte contre le crime». C'est ce qui a conduit à l'élection actuelle.

La Coalition spéciale pour l'égalité des femmes et les droits de la personne regroupe 37 organisations, notamment des groupes de femmes, de défense des droits de la personne, ainsi que les principaux syndicats nationaux.

-30-

Pour des entrevues et des renseignements sur la Coalition spéciale pour l'égalité des femmes et les droits de la personne:

Claire Tremblay à clairetremblay@gmail.com, ou 613-234-8252, poste 103

Kim Pate à kpate@web.ca, ou 613-298-2422